

œuvres exposées au palais  
 station d'un huissier-notaire

Résultats du baccalauréat : via SMS  
 à partir de vendredi prochain

Egypte : le peuple de Tahrir dénonce  
 le «coup constitutionnel» de l'armée

4

**LA MAISON DE VOS RÊVES,**  
 NOS FORMULES DE FINANCEMENT  
 ADAPTÉES À VOS BESOINS

**La Presse**  
**DE TUNISIE**  
 MERCREDI 20 JUIN 2012 – 30 RAJAB 1433  
 77<sup>E</sup> ANNEE – N°25.022 – PRIX : 600 MILLIMES - FRANCE : 1EURO – ISSN 0330-9991 – TEL. : 71.341.066 FAX : 71.349.720  
 – COMMERCIAL : TEL. 71.240.178 - FAX : 71.332.280 - MAIL : lapressepub@lapresse.tn - INTERNET : HTTP://WWW.LAPRESSE.TN

DIRECTEUR : MOHAMED NEJIB QUERGHI

Salafistes – Gouvernement

**Le fer autour de la gestion du sacré**  
 Le compte 4.885 lieux de culte entre jemaâ et masjed



frontement pour le contrôle  
 lieux entre le gouvernement  
 radicaux, était inévitable.

fer public entre le ministère des Affaires  
 religieuses et cheikh Houcine Laâbidi, auto-  
 proclamé grand imam de la Zitouna.

Réunion du comité scientifique annuel  
 de la Fondation internationale Oasis

**Un dialogue sincère pour  
 une meilleure cohabitation**

**La Presse** – Elle a été fondée  
 en 2004 à Venise par le cardinal  
 Angelo Scola, archevêque de Milan,  
 et elle a pour but de promouvoir  
 la connaissance mutuelle entre les  
 chrétiens et les musulmans au vu  
 des malentendus réciproques sur  
 le contenu de la foi dans les deux  
 religions.  
 La Fondation internationale  
 Oasis, qui regroupe un grand  
 nombre d'hommes de religion, de  
 chercheurs et d'universitaires, de  
 par le monde, a choisi cette année  
 de tenir la réunion de son comité  
 scientifique à Tunis.  
 En effet, c'est hier soir que cette  
 réunion a pris fin suite à deux  
 jours de travaux sur le thème :  
 «La religion dans une société en  
 transition. La Tunisie interpelle  
 l'Occident».

Pcot – Conférence de presse

**Quelles alternatives  
 pour sortir de la crise ?**

**La Presse** – Où en sommes-nous depuis la révolution du 14 janvier  
 2011? Où voulons-nous aller suite à cet état de crise dans lequel se  
 morfond le pays? Ainsi s'interroge M. Hama Hammami, président  
 du Parti communiste des ouvriers tunisiens, lors de la conférence de  
 presse qu'il a donnée, hier matin à Tunis, en allusion à la montée en  
 puissance des salafistes qui n'ont cessé de jouer avec le feu, usant  
 de tous les moyens de violence et d'agression dans l'impunité totale

Réunion du comité scientifique annuel de la Fondation internationale Oasis

Un dialogue sincère pour une meilleure cohabitation

Elle a été fondée en 2004 à Venise par le cardinal Angelo Scola, archevêque de Milan, et elle a pour but de promouvoir la connaissance mutuelle entre les chrétiens et les musulmans...

La Fondation internationale Oasis, qui regroupe un grand nombre d'hommes de religion, de chercheurs et d'universitaires, de par le monde, a ainsi cette année organisé la réunion de son comité scientifique à Tunis.

En effet, c'est lors de cette réunion à Tunis que cette fondation a initié une série de travaux sur le thème «La religion dans une société en transition. La Tunisie interpellé l'Occident». Une clôture qui a été rebaptisée par la présence d'un président de la République provisoire, Marcel Marzouki, qui a prononcé un discours à cette occasion.

Le chef de l'Etat a apprécié l'objectif de cette rencontre de la fondation qui est de prendre la mesure de l'écologie de la liberté existant en Tunisie post-révolution, mais aussi de montrer en quoi les événements en Tunisie ont bouleversé un certain nombre de paradigmes occidentaux sur la question du rapport entre religion et politique, a-t-il souligné.

Il a affirmé qu'on ne peut qu'encourager ce type de discussions qui visent à dépasser les paradigmes réducteurs de l'opposition entre Islam et occidentalisme.

«La révolution tunisienne s'est distinguée en ce qu'elle n'était ni une révolution religieuse, ni une révolution laïque, mais une révolution pour le dépassement de ces oppositions stériles, pour la dignité, pour les libertés», a ajouté le président de la République.

Évoquant le motif d'origine de cette rencontre internationale, le chef de l'Etat a affirmé que «Son Excellence le cardinal Scola nous fait sur la nécessité d'éclairer les regards des uns et des autres, et nous poussons à dépasser les oppositions partielles, à ouvrir des communications particulières».

«Le dialogue des religions est la meilleure voie pour transcender les différences, régler les conflits et instaurer une relation saine entre les religions et plus particulièrement entre l'Islam et le christianisme», a-t-il ajouté.

Protéger la liberté religieuse, protéger la citoyenneté

Affirmant que les défis à relever ne concernent plus simplement la problématique du dialogue des religions ou des civilisations, le président de la République a ajouté : «La problématique de la liberté religieuse ne peut pas être placée séparément de la question de la citoyenneté et donc de la démocratie et de l'ensemble de ses valeurs et mécanismes de la liberté d'expression. Les défis sont nombreux, les sources d'insécurité réelles mais il faut aussi nous en donner une description positive que les instruments occidentaux ne peuvent donner du monde arabe».

Il a souligné que le débat sur l'équilibre entre liberté d'expression et liberté religieuse n'est en rien spécifique à la Tunisie ou à l'Islam, montrant des exemples de ce débat en Europe et en Amérique.

«Toutes les religions doivent gérer des débats intenses néces-

sairement, dans un dialogue sincère et ouvert afin de trouver des solutions juridiques et institutionnelles. Les controverses sont nécessaires car les droits n'ont de sens que si le peuple se les approprie», a-t-il conclu.

Il a ajouté : «Un pays est citoyen tunisien, tout en étant musulman, chrétien, infidèle. Le plus important est qu'il soit ouvert à la diversité, de façon que, concrètement, neutralité, confortables, certes, se dit, en soumission et en synergie avec l'autre reconnu et accepté comme si différent et si semblable».

Multiples expériences, un seul objectif

Pour revenir aux travaux de la rencontre annuelle du comité scientifique de la Fondation Oasis, ils ont été ouverts par le discours, sous forme de vidéo projection, de Son Excellence le cardinal Angelo Scola. Un discours qui prône le dialogue et l'échange de la connaissance entre chrétiens et musulmans. Le président de la Fondation Oasis a, entre autres, évoqué les mécanismes sur lesquels se base le travail de la fondation qui a évolué depuis 2004 pour englober désormais trois centres d'intérêt. Le premier concerne les communautés chrétiennes existant dans les pays à majorité musulmane, le second concerne les peuples musulmans, notamment dans un contexte de transition démocratique. Le troisième centre, considéré par le cardinal comme étant décisif quant à l'avenir d'Oasis, est le degré de compréhension des thèmes traités par la fondation avec les autorités des peuples musulmans et des minorités qui cohabitent, ainsi que les questions majeures des sociétés occidentales.

Son Excellence le cardinal Scola a affirmé tout le monde a su ce que l'échange d'avis avec les autres parties existait dans une même société plurielle, même les plus divergentes, dans ses avis, sans pour autant perdre la capacité de critiquer. «Ce à condition qu'on soit conscient que l'existence même, c'est un bien commun que nous devons protéger et promouvoir», a-t-il ajouté.

Avec la participation de plusieurs personnalités universitaires et politiques, le débat a été une opportunité pour discuter sur les différentes facettes d'une cohabitation historique entre musulmans et chrétiens. Plusieurs thèmes ont été proposés par des intervenants pour qu'ils soient traités dans les prochaines rencontres, tels que d'autres ont recommandé d'effectuer des études plus approfondies sur les relations entre les différentes communautés religieuses dans le monde arabe, sur les formes d'une religiosité moins contraignante, etc.

Une meilleure compréhension des principes sur lesquels s'est basée la révolution arabe a été l'une des questions évoquées afin de mieux comprendre le contexte transnational dans le monde arabe.

Tout de questions, tant de propositions, et la Fondation internationale Oasis semble maîtriser son terrain d'action, notamment en matière de recherche, puisqu'elle vient d'élaborer une recherche axée sur le thème : «Sociétés arabes, sociétés chrétiennes ? Le Mouve-

Salafistes — Gouvernement

Bras de fer autour de la gestion

La Tunisie compte 4885 lieux de culte entre Jem

L'affrontement pour le contrôle du champ religieux, entre le gouvernement et les courants radicaux, était inévitable. Il est en train de se durcir avec le bras de fer public entre le ministère des Affaires religieuses et cheikh Houcine Laabidi, autoproclamé grand imam de la Zitouna. Le gouvernement, à travers les départements des Affaires religieuses et celui de l'Intérieur, essaie de faire appliquer la loi dans les mosquées, et d'asseoir son autorité dans tous les domaines relevant du champ religieux : lieux de culte, radio coranique, enseignement religieux... Avec beaucoup de difficultés. Eclairages.

En réalité, cheikh Houcine Laabidi n'est pas un imam-prédicateur Khatibi de la mosquée Zitouna. Quand il y a donné des prêches, c'est sur la base du lancement de l'enseignement zétounien. En fait, c'est à Ben Arus qu'il est imam reconnu et désigné par l'Etat.

Problème, cheikh Laabidi ne reconnaît pas l'autorité du ministère des Affaires religieuses. Selon lui, la décision de justice en date du 19 mars stipulant la levée des scellés sur la commission de oulémas de la Zitouna, libère la grande mosquée de fait de toute attelle institutionnelle. En clair, le statut juridique de la Zitouna relève directement de la personne de Laabidi et de la «Machoukha», pas du ministère des Affaires religieuses, c'est la ligne de défense de l'avocat de M. Laabidi.

Tantefois, cheikh Laabidi, ou l'imam El Akbar, comme il se désigne, confie une saine autorité au ministère des Affaires religieuses, est en pourparlers avec le ministère auquel il a transmis une vidéo complète de son dernier préche. Le préche à travers lequel il est accusé d'avoir appelé au meurtre, ce qui a conduit à son désaveu par le ministère. Son préche a été soigneusement coupé au montage, à son désavantage évidemment. Pour l'heure nous attendons la décision du ministre, nous indiquons le même source, seul habilité à recevoir les imams et donc à décider si l'imam Laabidi aura le droit de prêcher de nouveau à la Zitouna ou pas.

Par ses rappels à l'ordre et la publication de communiqués relativement virulents, l'Etat et son ministère des Affaires religieuses tente une reprise en main du champ religieux lequel commençait à lui échapper.

Entre les sorties de l'impétueux cheikh Laabidi et les dérapages de certaines mosquées, les institutions officielles essaient d'imposer le respect de la loi. M. Ali Lafi, conseiller politique auprès du ministre des Affaires religieuses, précise que «la prévision de la simplicité observée au lendemain de la révolution est terminée, nous passons à la tâche supérieure d'application de la loi en faisant appel aux forces de l'ordre, si besoin».

Etat des lieux

Le pays compte 4885 lieux de culte entre Jem et le préche du vendredi et le préche se tiennent, et megrid, mosquées de quartier abritant les 5 prières. Selon la loi, toutes ces mosquées sont sous l'autorité directe du ministère, le seul habilité à nommer les cadres religieux et à les démettre. Par

En plus de ces exigences, il devra connaître par cœur entre 4 à 5 (thibz) du Coran, il devra être favorablement jugé par la population, ne doit pas avoir d'antécédents judiciaires et doit enfin se prouver d'une moralité exemplaire. Une fois ces critères réunis, une décision d'imamat est délivrée. Les orientations idéologiques ne semblent pas être du ressort du ministère, tient à préciser M. Lafi : «Nous n'avons pas de problèmes avec les orientations idéologiques des imams, s'ils respectent la loi et les spécificités de la société tunisienne. S'ils répondent aux critères scientifiques exigés, les salafistes sont acceptés comme les autres. Les idéologies des personnes ne nous concernent pas».

Al'heure actuelle près de 400 mosquées souffrent d'irrégularités différentes, administratives, vuaines d'imamat, délaillances de fonctionnement, ou encore de domination salafite. Selon le conseiller politique, près d'une vingtaine dans le pays sont traversés par le courant radical dont celle de la Cité El Ghazala, de Jendouba, Kabaria, Sejnane, et bien d'autres. Les dites mosquées seront traitées au cas par cas.

Par exemple, pour résoudre le problème de la mosquée El Sejnane, M. Lafi s'est déplacé en personne pour y placer un jeune imam qui fait l'objet d'un consensus entre les différentes parties. L'imam de la mosquée de Bahma de Jendouba, lui, a été arrêté par les forces de l'ordre à cause de ses derniers prêches.

Tout doit se jouer avant Ramadan

Depuis un moment, le ministre Nouredine Khadmi multiplie les déclarations en promettant que le ministère se chargera de régulariser la situation de toutes les mosquées avant Ramadan. Des commissions d'investigation visitent pour l'heure les mosquées, des conseillers religieux «sondés» chargés de les surveiller et d'alimenter le ministère si les prêches ne sont pas conformes, sont au nombre de 500, leur nombre est appelé à augmenter. Une commission tripartite formée par des représentants du ministère des Affaires religieuses, de la justice et de l'intérieur est en train de voir le jour pour renforcer l'application des décisions de l'Etat.

«Nous ne sommes pas un seul qui va brûler d'un seul coup

L'avis d'un

## **Réunion du comité scientifique annuel de la Fondation internationale Oasis**

### **Un dialogue sincère pour une meilleure cohabitation**

Elle a été fondée en 2004 à Venise par le cardinal Angelo Scola, archevêque de Milan, et elle a pour but de promouvoir la connaissance mutuelle entre les chrétiens et les musulmans au vu des malentendus réciproques sur le contenu de la foi dans les deux religions.

La Fondation internationale Oasis, qui regroupe un grand nombre d'hommes de religion, de chercheurs et d'universitaires, de par le monde, a choisi cette année de tenir la réunion de son comité scientifique à Tunis.

En effet, c'est hier soir que cette réunion a pris fin suite à deux jours de travaux sur le thème : «La religion dans une société en transition. La Tunisie interpelle l'Occident». Une clôture qui a été rehaussée par la présence du président de la République provisoire, Moncef Marzouki, qui a prononcé un discours, à cette occasion.

Le chef de l'Etat a apprécié l'objectif de cette rencontre de la fondation qui est de prendre la mesure du degré de liberté existant en Tunisie post-Révolution, mais aussi «de montrer en quoi les événements en Tunisie ont bouleversé un certain nombre de paradigmes occidentaux sur la question du rapport entre religion et politique», a-t-il souligné.

Il a affirmé qu'on ne peut qu'encourager ce type de discussions qui «refusent d'adopter les paradigmes réducteurs de l'opposition entre Islam et sécularisme».

«La révolution tunisienne s'est distinguée en ce qu'elle n'était ni une révolution religieuse, ni une révolution laïque, mais une révolution pour le dépassement de ces oppositions stériles, pour la dignité, pour les libertés», a ajouté le président de la République.

Evoquant le mot d'ouverture de cette rencontre internationale, le chef de l'Etat a affirmé que «Son Eminence le cardinal Scola insistait sur la nécessité d'élargir les référents des uns et des autres, et non pas simplement de juxtaposer des communautés particulières».

«Le dialogue des religions est la meilleure voie pour transcender les différences, régler les conflits et instaurer une relation saine entre les religions et plus particulièrement entre l'Islam et le christianisme», a-t-il ajouté.

### **Protéger la liberté religieuse, protéger la citoyenneté**

Affirmant que les défis à relever ne concernent plus simplement la problématique du dialogue des religions ou des civilisations, le président de la République a ajouté : «La problématique de la liberté religieuse ne doit pas être placée séparément de la question de la citoyenneté et donc de la démocratie et de l'ensemble de ses valeurs et mécanismes dont la liberté d'expression. Les défis sont nombreux, les sources d'inquiétude réelles mais il faut aussi nuancer la description pessimiste que les commentateurs occidentaux inquiets donnent du monde arabe».

Il a souligné que le débat sur l'équilibre entre liberté d'expression et liberté religieuse n'est en rien spécifique à la Tunisie ou à l'Islam, donnant des exemples de ce débat en Europe et en Amérique.

«Toutes les religions doivent gérer des débats intenses profonds relatifs aux normes libérales. Enfin, l'argument de la liberté religieuse n'est pas toujours utilisé à des fins

progressistes mais parfois pour maintenir le contrôle d'institutions religieuses sur les membres de leurs communautés. Ces interrogations, ces débats ne peuvent, bien entendu, s'éterniser et doivent aboutir à la mise en place de solutions juridiques et institutionnelles. Les controverses sont nécessaires car les droits n'ont de sens que si le peuple se les approprie», a-t-il enchaîné.

Il a ajouté : «On peut être citoyen tunisien, tout en étant musulman, chrétien, juif, athée. Le plus important est qu'on le soit sans difficulté, de façon non conflictuelle, naturelle, confortable, oserais-je dire, en connivence et en synergie avec l'autre reconnu et accepté comme si différent et si semblable».

### **Multiplés expériences, un seul objectif**

Pour revenir aux travaux de la rencontre annuelle du comité scientifique de la fondation Oasis, ils ont été ouverts par le discours, sous forme de vidéo projection, de Son Eminence le cardinal Angelo Scola. Un discours qui prône le dialogue et l'échange de la connaissance entre chrétiens et musulmans. Le président de la Fondation Oasis a, entre autres, étalé les mécanismes sur lesquels se base le travail de la fondation qui a évolué depuis 2004 pour englober désormais trois centres d'intérêt. Le premier concerne les communautés chrétiennes existant dans les pays à majorité musulmane, le second concerne les peuples musulmans, notamment dans un contexte de transition démocratique. Le troisième centre, considéré par le cardinal comme étant décisif quant à l'avenir d'Oasis, est le degré de concordance des thèmes traités par la fondation avec les ambitions des peuples musulmans et des minorités qui cohabitent, ainsi que les questions majeures des sociétés occidentales. Son Eminence le cardinal Scola a appelé tout le monde à «accepter l'échange d'avis avec les autres parties existant dans une même société plurielle, même les plus divergentes, dans ses avis, sans pour autant perdre la capacité de critiquer». «Ce à condition qu'on soit conscient qu'en étant ensemble, c'est un bien commun que nous devons protéger et promouvoir», a-t-il ajouté.

Avec la participation de plusieurs personnalités, universitaires et politiques, le débat a été une opportunité pour décortiquer les différentes facettes d'une cohabitation historique entre musulmans et chrétiens. Plusieurs thèmes ont été proposés par des intervenants pour qu'ils soient traités dans les prochaines rencontres, alors que d'autres ont recommandé d'effectuer des études plus approfondies sur les relations entre les différentes communautés religieuses dans le monde arabe, sur les formes d'une religiosité moins contraignante, etc.

Une meilleure compréhension des principes sur lesquels s'est basée la révolution arabe a été l'une des questions évoquées afin de mieux comprendre le contexte transitionnel dans le monde arabe.

Tant de questions, tant de propositions, et la fondation internationale Oasis semble maîtriser son terrain d'action, notamment en matière de recherche, puisqu'elle vient d'éditer sa revue semestrielle sur le thème: «Sociétés arabes, sociétés plurielles ? Le Moyen-Orient des révolutions», outre les supports électroniques dont elle dispose. Un travail assez riche en recherche et qui ouvre tout un espace de débat sur des questions historiques mais également sur des thèmes d'actualité...

L'annuncio del presidente Marzouki

## L'eccezione della primavera araba: libertà religiosa in Tunisia

■ ■ ■ MAURIZIO STEFANINI

■ ■ ■ In Occidente sembra scontato, ma per l'islam sarebbe veramente una rivoluzione in grado di dimostrare che con la primavera araba sta cambiando qualcosa di decisivo: Moncef Marzouki, presidente della Tunisia, ha promesso formalmente libertà di cambiare religione. Il particolare è ancora più clamoroso se si pensa che Marzouki, pur personalmente un laico, è stato eletto capo dello Stato il 12 dicembre nell'ambito di un accordo di unità nazionale per cui non solo presidente dell'Assem-

blea Costituente è diventato il socialdemocratico Mustapha Ben Jafaar, ma primo ministro è stato designato il segretario del partito islamista Ennahda Hamad Jebali, alla testa di un governo dove sono islamisti 16 dei 30 ministri.

Né sono mancati segnali inquietanti: dall'inchiesta penale per blasfemia che il ministero degli Affari Religiosi ha fatto partire contro il noto blogger Jalel Brick, alle bande di salafiti che hanno iniziato a picchiare bariisti, donne senza velo e intellettuali, scatenando infine una sommossa contro una mostra di arte ritenuta anch'essa blasfema.

Ma Marzouki ha deciso evidentemente di rilanciare. A un convegno organizzato a Tunisi da *Oasis*, rivista sul dialogo islamico-cristiano fondata dal cardinale Angelo Scola, il presidente tunisino ha garantito che «alla base della rivoluzione dei gelsomini vi è la libertà di coscienza, ossia la possibilità di cambiare religione, o di non averne affatto». «Il destino della rivoluzione araba tunisina è di accogliere musulmani, cristiani, ebrei e atei come fratelli, tutti con diritto di piena cittadinanza». Marzouki non nega i problemi, e lui stesso ammette di aver difeso una condanna per «offesa al sacro» con-

tro la diffusione online di immagini ritenute offensive verso Maometto. Ma nel contempo ha ribadito invece la sua opposizione alle accuse di blasfemia contro il film di animazione *Persepolis*. Insomma, la nuova Tunisia sarebbe alla difficile ricerca di un equilibrio, non diversa secondo Marzouki dalle discussioni che ci sono negli Usa a proposito dell'articolo 1 della Costituzione, là dove si parla di Dio creatore. O dalle dimostrazioni di cattolici francesi contro spettacoli ritenuti offensivi. O dalle tensioni in Italia sull'esposizione del crocifisso nei luoghi pubblici. Vedremo...



Il presidente Moncef Marzouki Oly



Ritaglio stampa ad uso esclusivo del destinatario, non riproducibile.

I lavori del comitato scientifico della Fondazione Oasis riunitosi a Tunisi

## Quell'univoca domanda di libertà

di MARIA LAURA CONTE

«Allargare l'orizzonte di riferimento degli uni e degli altri, non solo giustapporlo: è il punto cruciale del periodo di transizione che noi attraversiamo». Con la sua visita ufficiale al comitato scientifico della Fondazione Oasis, riunitosi a Tunisi dal 18 al 20 giugno, Moncef Marzouki, presidente della Repubblica tunisina uscita dalla rivoluzione, eletto dalla nuova assemblea costituente, ha sorpreso chi lo ascoltava per l'affilatezza con cui si addentrava nelle corde più profonde della questione messa a tema: «La religione in una società in transizione. Come la Tunisia interpella l'Occidente». Senza esitazione né ambiguità, Marzouki, di fronte a una cinquantina di persone provenienti dal Medio ed Estremo Oriente e dall'Europa, ha espresso la necessità per uno Stato democratico di riconoscere la libertà di coscienza: «La sfida che ormai affrontiamo – ha dichiarato – non riguarda più solo il problema del dialogo tra le religioni o le civiltà, né la protezione paternalistica delle minoranze religiose da parte di uno Stato autoritario. Il problema della libertà religiosa non deve essere pensato separatamente dalla questione della cittadinanza e quindi della democrazia e dall'insieme dei suoi valori e meccanismi».

Tutti, per Marzouki, sono invitati a partecipare al dibattito di costruzione di una nuova Tunisia, a prescindere dalla propria appartenenza religiosa: «Di fronte alle difficoltà create dalla paura, alle incomprensioni e all'estrema tensione nervosa che caratterizza i periodi di transizione – ha affermato il presidente della Repubblica – bisogna tener duro. Se bisogna difendere la libertà di coscienza è perché essa è il fondamento di un tipo di appartenenza moderna che è la cittadinanza. Oggi

l'appartenenza religiosa fonda l'appartenenza a una comunità di fede, non l'appartenenza a una comunità nazionale. Si può essere cittadini tunisini essendo musulmani, cristiani, ebrei o atei».

Se più di uno dei cristiani presenti provenienti dal Medio Oriente non ha nascosto la sorpresa suscitata dal sentire pronunciare quest'affermazione sulla libertà di coscienza – che supera, allargandola, la libertà di culto – da parte del presidente di un Paese a stragrande maggioranza musulmana, tutti hanno rilevato come Marzouki avesse ripreso e fatto suoi alcuni dei passaggi-chiave dell'intervento del cardinale **Angelo Scola**, arcivescovo di Milano e presidente di Oasis, letto il giorno prima in apertura dei lavori. Nel suo testo introduttivo, il porporato aveva tracciato il percorso di Oasis dalla sua fondazione a oggi: «Il punto sorgivo di tutta la nostra intrapresa – ha spiegato Scola – è esplorare le dimensioni della vita cristiana, attraverso il confronto tra le diverse modalità espressive che essa assume, offrendo dove possibile un sostegno di tipo culturale a quelle tra di esse che faticano maggiormente. Tuttavia in quest'idea iniziale era già contenuta *in nuce* la successiva apertura verso i credenti musulmani. Il modo di vivere la propria fede infatti non può prescindere dalla considerazione del contesto in cui essa si colloca. Il che, applicato al Medio Oriente, significa: non è possibile separare le minoranze cristiane dalle società musulmane in cui vivono. Mi sembra questa una delle ragioni profonde per cui il dialogo tra i credenti non può ridursi a una “scelta stagionale o strategica”, ma rappresenta “una necessità vitale”, per riprendere le parole di Benedetto XVI a Colonia».

Tuttavia, la “fase due” dell'incontro con le società musulmane ha condotto implicitamente a una “fase tre”: come i Paesi investiti dalle rivoluzioni interpellano l'Occidente.

Oasis infatti, ora, mossa dalle circostanze storiche, sta verificando come sulla crisi attuale, ad esempio, cristiani e musulmani di ogni latitudine possano illuminarsi a vicenda.

Nel suo testo di apertura, il **cardinale Scola** ha analizzato le componenti della crisi in Occidente, che si presenta come crisi dell'universale di una religione, o meglio dell'interpretazione culturale predominante che essa aveva assunto nel corso del Medioevo, e ha mostrato come proprio la presenza musulmana stia ricordando all'Occidente che invece la questione dell'universale, e dell'universale religioso in particolare, resti centrale. Ma se «l'islam interpella a sottoporre a revisione il modello che l'Occidente ha elaborato, senza per questo rinnegare le indubbie acquisizioni in termini di convivenza civile – ha rilevato ancora l'arcivescovo di Milano – è chiaro che vale anche il processo inverso, poiché l'islam, a detta di molti suoi pensatori, è chiamato a pensare in modo nuovo il tema della libertà. Nell'esperienza travagliata del rapporto che il cristianesimo ha instaurato con la modernità politica, tra rifiuto, illusione passatista e assunzione critica delle istanze positive, si possono rinvenire elementi utili anche per i popoli musulmani e per la domanda di libertà che le loro rivoluzioni hanno così potentemente messo in campo».

Proprio in questo senso Oasis parla di un'illuminazione reciproca, di un'oggettiva rilevanza culturale che il cristianesimo oggi assume per l'islam, e viceversa. Su queste piste si sono sviluppati i lavori del comitato internazionale, il primo giorno tutto dedicato allo studio del caso tunisino, attraverso i contributi di esponenti di punta della stagione attuale, di posizioni sia laiche che a forte riferimento islamico. Il giurista Yadh Ben Achour ha richiamato la questione della libertà di coscienza come la più alta forma di libertà che va tutelata come fondamento di

uno Stato autenticamente democratico; Malika Zeghal, dell'Università di Harvard, ha spiegato cosa definisce uno Stato musulmano oggi e come si presenta il profilo di quello uscito dalla rivoluzione tunisina; Ajmi Lourimi, uno dei pensatori di punta di an-Nahda, il partito islamista di maggioranza relativa oggi in Tunisia, ha illustrato il ruolo della religione nello spazio pubblico, indicando che in uno Stato di diritto la legge non deve distinguere tra chi porta la barba (i salafiti) e chi no, ma tra chi la rispetta e chi non la rispetta; Riadh Chaïbi, incaricato di organizzare il prossimo congresso di an-Nahda, ha tentato la definizione di un partito a riferimento religioso; Ridha Chkoundali, economista, ha tracciato il nesso tra economia e post-rivoluzione; Abdelmajid Charfi, islamologo di fama internazionale, si è interrogato sulla conciliazione tra islam e pluralismo; Mousaddak Jlidi, fondatore della Lega tunisina

per la cultura e il dialogo, si è espresso su transizione democratica e rivoluzione; Lotfi Hajji, capo di Al Jazeera in Tunisia, ha raccontato l'esperienza di un collettivo per la difesa della libertà di coscienza, composto da islamisti e laici, nato a Tunisi anni prima della rivoluzione; Abderrazek Sayadi ha sviluppato il nesso tra individuo e comunità; infine monsignor Maroun Elias Lahham, ausiliare di Gerusalemme dei Latini e già arcivescovo di Tunisi, ha offerto la sua testimonianza di cristiano davanti alle rivoluzioni arabe.

La seconda giornata ha invece lasciato spazio alla reazione di esponenti di altri Paesi musulmani arabi e non arabi e dell'Occidente di fronte alle provocazioni emerse. E così, grazie a una sequenza incalzante di testimonianze dirette, Oasis ha potuto percorrere le vie del Marocco, della Libia, dell'Algeria, dell'Egitto, della Bosnia ed Erzegno-

vina, del Pakistan, dell'Indonesia, per comprendere la rilevanza e le ricadute degli sviluppi delle rivoluzioni per la dignità e la libertà del mondo arabo sul resto del mondo.

Già nelle precedenti edizioni di questo incontro annuale della rete internazionale di Oasis era emersa da più parti la necessità di un lavoro culturale comune per comprendere la fase di transizione che investe il mondo arabo e non solo, ma l'incontro di Tunisi – che solo tre giorni prima dell'inizio era stato messo in crisi dal coprifuoco deciso dal Governo tunisino dopo alcuni atti violenti dei salafiti nel Paese – è stato per Oasis una conferma del metodo scelto: passare attraverso l'esperienza delle comunità cristiane locali e degli interlocutori musulmani per tentare di leggere una storia che, segnata dal processo del meticcio di civiltà e di culture, chiede di essere pienamente vissuta e orientata verso una vita buona.

INCONTRO DI OASIS

# Leggere Del Noce a Tunisi

Nell'incontro organizzato dalla rivista dedicata al dialogo tra islam e cristianesimo ci si è interrogati sul ruolo della religione nell'ambito pubblico, sia nel mondo occidentale che in quello arabo.

di LUCA MORA

È stato in forse fino all'ultimo momento l'incontro del comitato scientifico di "Oasis" che si è tenuto all'inizio di questa settimana a Tunisi. Le violente manifestazioni dei milioni di salafiti, che chiedevano l'introduzione della sharia, avevano portato il Governo tunisino a proclamare tre giorni di coprifuoco notturno. Una promessa non proprio di buon auspicio per l'incontro organizzato dalla rivista dedicata al dialogo tra islam e cristianesimo, fondata nel 2004 dal cardinal Angelo Scola, e che era dedicato al tema "La religione in una società in transizione. La Tunisia interpella l'Occidente". In realtà la situazione nel Paese ha fatto da tempo a calmarsi e il convegno si è potuto tenere all'Hotel Africa, che si affaccia sull'avenue Bougluba, teatro all'inizio del 2011 delle manifestazioni che hanno portato alla cacciata del dittatore Ben Ali. Religiosi e accademici provenienti dal mondo arabo e dall'Europa si sono confrontati sulle slide che l'islam pone, e parli, nei Paesi investiti dalla Primavera araba e che, alla luce dei fatti recenti in Tunisia, in Egitto, Libia e Siria, rischiano di tradire le aspettative di libertà che le rivolte dell'anno scorso avevano suscitato.

L'arcivescovo di Milano, nel suo intervento introduttivo, ha mostrato quanto la crisi del ruolo della religione nell'ambito pubblico accomuni il mondo occidentale e quello arabo. Da una parte, infatti, il secolarismo - che ha relegato il ruolo della religione all'ambito privato - in Occidente non ha mantenuto le promesse. La nostra società è attraversata da un profondo smarrimento, ha spiegato il cardinal Scola citando un verso di Sergio Montali: «Costo solo oggi possiamo dirlo, / ciò che non siamo, ciò che non vogliamo». L'islam, invece, costituisce ancora una forte componente nell'etica dei popoli arabi, tanto che sia in Tunisia che in Egitto, i partiti islamici hanno ottenuto la maggioranza dei consensi. Tuttavia le rivolte in questi Paesi hanno lanciato un'urgenza questione della libertà, tanto che se c'è una cosa chiara è che nessuno né a Tunisi né al Cairo vuole il ritorno della "cultura dell'autoritarismo". Qui si pone uno dei nodi centrali discussi dal comitato di "Oasis": l'islam è davvero compatibile con una società pluralista e con un regime democratico che garantisca la libertà di espressione a tutti i cittadini? Suola indica un approccio originale, citando la proposta politica che il filosofo Augusto Del Noce fa alla Democrazia Cristiana italiana del dopo guerra. Il riferimento a Tunisi non è casuale: visto che gli stessi esponenti di Ennahda, il partito al potere, citano proprio il partito di ispirazione cattolica per spiegare la modalità con cui concepiscono modo in cui il loro partito si appoggia sull'islam. La religione, dice Del Noce, non può essere più essece il fondamento dello Stato civile, perché la religione non è più conciliosa. Lo Stato, però, può garantire la convivenza riconoscendo ai cittadini la libertà di affermare quella che secondo ciascuno è la verità. Come le diverse "verità" possono convivere senza entrare in conflitto? La libertà deve coincidere con il rispetto della dignità della persona. Su questo punto il cardinale fa un affondo: «La libertà religiosa è il fondamento di tutte le altre perché tocca al più alto grado possibile il stesso libertà verità. Dittendere la libertà religiosa significa riconoscere che la persona umana ha una dignità insuperabile. È la dignità della persona, tante volte invocata durante la rivoluzione tunisina».

Il convegno di "Oasis" si è concluso con l'inaspettata visita del presidente tunisino Moncef Marzouki, ex dissidente e militante per i diritti.

"Giornale del Popolo", 25 giugno 2012

Leggere Del Noce a Tunisi

Fondazione Oasis si confronta a Tunisi su religione e società in transizione

# Primavera araba al punto di svolta



www.ecostampa.it

In Tunisia e in Egitto «ci troviamo di fronte ad un punto di svolta: nei prossimi mesi, forse già nelle prossime settimane, si deciderà molto del futuro delle rivoluzioni arabe». «Il ruolo della religione in una società in transizione» è centrale, quindi islam e cristianesimo hanno bisogno di «una illuminazione reciproca». Lo ha detto oggi il card. **Angelo Scola**, arcivescovo di Milano e presidente della Fondazione internazionale Oasis, in un video-messaggio registrato in apertura del convegno di Oasis in corso oggi e domani a Tunisi, sul tema «La religione in una società in transizione. La Tunisia interpella l'Occidente». Numerosi gli esperti di entrambe le religioni a confronto, per entrare più in profondità nella realtà tunisina, proprio nei giorni in cui alcune violenze di estremisti hanno spinto il governo ad imporre il coprifuoco notturno. «Oggi a Tunisi si verifica un ulteriore allargamento - ha osservato il card. Scola -. Qui l'incontro con l'islam appare imprescindibile: la tentazione del recinto e dello "splendido isolamento" non ha luogo, per il semplice fatto che non esiste nessun'isola sulla quale ritirarsi, nessun recinto nel quale rifugiarsi». «Le rivoluzioni arabe, nella loro grande diversità - ha sottolineato l'arcivescovo di Milano - hanno lanciato con forza la questione della libertà» e l'unico dato certo è che in ogni Paese «non si vuole il ritorno

della cultura dell'autoritarismo, che si è espressa per lunghi decenni». La presenza musulmana - ha proseguito - interpella l'Occidente a «sottoporre a revisione il modello che ha elaborato, senza per questo rinnegare le indubbe acquisizioni in termini di convivenza civile». Dall'altra parte l'Islam, «a detta di molti suoi pensatori, è chiamato a pensare in modo nuovo il tema della libertà». In sintesi, «nell'esperienza travagliata del rapporto che il Cristianesimo ha instaurato con la modernità politica, tra rifiuto, illusione passatista e assunzione critica delle istanze positive - ha concluso -, si possano rinvenire elementi utili anche per i popoli musulmani e per la domanda di libertà che le loro rivoluzioni hanno così potentemente messo in campo». Questo è il senso di «un'illuminazione reciproca», ovvero «di un'oggettiva rilevanza culturale che il Cristianesimo oggi assume per l'Islam, e viceversa». «Un arabo cristiano che nasce in un Paese musulmano cresce con una mentalità di minoranza» che ha aspetti positivi e negativi, ma anche il rischio «inconscio di rinchiusersi in uno status quo per il timore di cambiamenti, con una certa complicità con il potere politico per paura del futuro» è l'analisi di mons. Maroun Lahham, vicario patriarcale dei latini in Giordania dal febbraio 2012, per sette anni arcivescovo di Tunisi. «Non è un giudizio ma una

constatazione - ha puntualizzato -. Le reazioni e le posizioni della maggioranza delle Chiese medio-orientali negli ultimi avvenimenti che agitano il mondo arabo riflettono questa realtà. Si preferisce ciò che già esiste e protegge a ciò che potrebbe arrivare e potrebbe non assicurare la stessa protezione, soprattutto se, come minoranza, si è "protetti" da un'altra minoranza. È il caso della Siria». Tra le preoccupazioni degli arabi cristiani, «l'islamismo crescente in diversi Paesi»: «Anche nei Paesi arabi che non sono avvezzi all'islamismo, la compenetrazione tra religione e politica nell'islam fa nascere un nuovo vocabolario, che rafforza l'apprensione degli arabi cristiani. Le tendenze "islamizzanti" che si vedono sempre di più nei Paesi della famosa primavera araba (Tunisia, Libia, Egitto, Marocco), accentuano questa apprensione». Sulla «primavera araba» in Giordania - suo Paese d'origine -, mons. Lahham ha raccontato che «ogni venerdì ci sono manifestazioni ma senza violenza. La polizia distribuisce bottiglie d'acqua ai manifestanti. C'è un malessere diffuso nel Paese, dovuto ad una corruzione generalizzata, che unisce cristiani e musulmani. Il re cambia spesso governi e prova a fare riforme ma finora non c'è stato niente di concreto. La Giordania guarda con apprensione a ciò che sta accadendo in Siria, anche perché, insieme al Libano,

sicuramente ne soffrirà». «Al momento sembra che la Tunisia si stia dirigendo verso un modello di costituzione che non fa riferimento alla sharia ma all'islam, a differenza della maggior parte dei Paesi arabi in cui la costituzione menziona la sharia come fonte - unica o parziale - della legislazione». È il parere di Malika Zeghal, politologa tunisina docente all'università di Harvard. «Si può dunque immaginare una continuità della costituzione con il passato su questo punto - ha precisato -, anche se i tunisini hanno votato, come la maggioranza dei vicini della regione, contro le antiche élite politiche dei loro Paesi autoritari e a favore dei partiti islamisti». A suo avviso «è fortemente possibile che la rivoluzione tunisina dia luogo ad un compromesso atipico nella regione, per ciò che riguarda i rapporti tra Stato, religione e legislazione. Ma bisogna anche sperare che i fondamenti del futuro regime tunisino siano veramente democratici, capaci di una vera rottura con il passato». Per Abdelmajid Charfi, già decano alla facoltà di lettere di Tunisi, la conciliazione tra islam e pluralismo «è una questione di volontà e di competenza degli attori coinvolti in questo processo». «Noi crediamo, molto modestamente - ha concluso - che la Tunisia è pronta per impegnarsi in questa impresa con serie possibilità di successo, nonostante tutte le difficoltà del momento».

Ritaglio stampa ad uso esclusivo del destinatario, non riproducibile.

Arcivescovo di Milano

089423



